

L'abonné à l'édition N° 1 reçoit avec ce numéro LA PETITE ILLUSTRATION contenant la fin de : JESUSA DE GUIPUZCOA, roman de M. Georges Barbarin.

94^e ANNÉE

N° 4876

L'ILLUSTRATION

15
AOUT
1936

Louis BASCHET, Codirecteur.

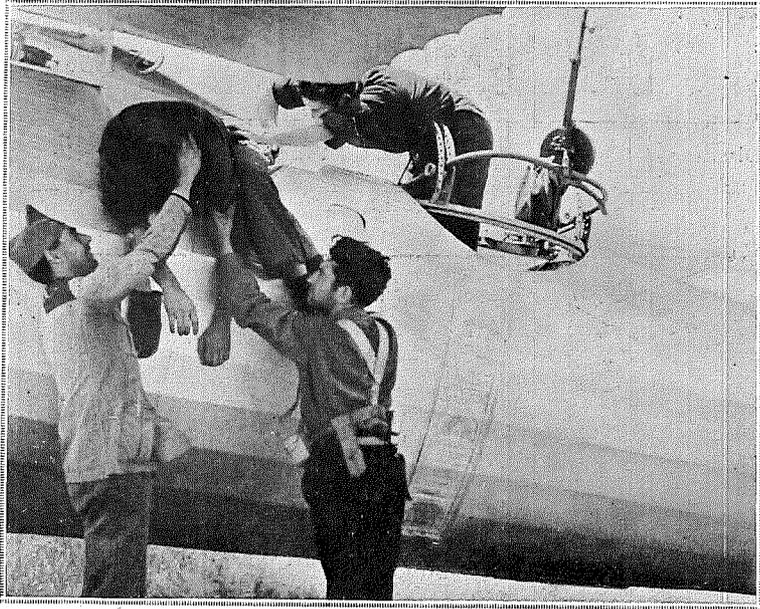
RENÉ BASCHET, Directeur.

GASTON SORBETS, Rédacteur en chef.



LA LUTTE FRATRICIDE AUTOUR DE MADRID :
HALTE DE RENFORTS GOUVERNEMENTAUX AUX APPROCHES DU FRONT DE GUADARRAMA

Phot. Keystone. — Voir les autres photographies aux pages suivantes.



D'un avion rebelle abattu au nord de Madrid les miliciens du Front populaire dégagent le corps du pilote.

LES ÉVÉNEMENTS D'ESPAGNE

Voilà déjà un mois que la guerre civile ensanglante et ruine l'Espagne. Et l'on ne saurait encore prévoir la fin de cet affreux drame où se détruisent les forces vives d'un pays. L'ensemble des informations fragmentées qui nous arrivent, le regroupement des correspondances de presse venant de Madrid, de Barcelone, de Tetouan, de Séville, des quartiers généraux adverses, des villes bombardées, des agglomérations qui sont l'enjeu des combats témoignent de l'acharnement et trop souvent, hélas ! de la férocité — car il faut dire le mot — des partis aux prises. Dans cette guerre fratricide, les lois de la guerre ne sont pas observées. Les victimes les plus nombreuses ne se trouvent point sur les fronts de combat. Les arrestations se multiplient dans les villes et l'on signale chaque jour des exécutions politiques. A Barcelone, où M. Companys demeure le président de la Généralité, un nouveau gouvernement, depuis quinze jours, s'est étendu vers l'extrémisme. A Madrid, la menace d'encerclement qui se précise stimule l'organisation des forces combattantes et porte au point suprême des fièvres populaires. La lutte, impitoyable des deux côtés, ne comporte guère d'espoir de conciliation et l'on sent trop que le vainqueur ne fera point quartier au vaincu. En bref, la lutte, à mesure qu'elle se prolonge, s'aggrave en aggravant ses conséquences.

Le fait important de ces derniers jours, ce fut le passage en Espagne, par le détroit de Gibraltar, de plusieurs milliers d'hommes, légionnaires, *regulares*, accompagnés de leur matériel militaire et de leurs munitions.

L'un de ces passages, et, semble-t-il, le plus important, a déterminé dans les eaux du détroit, le 5 août, une véritable bataille entre des unités de la flotte gouvernementale, qui tentaient d'empêcher le transport, et les avions du général Franco. La canonnière *Pinto* fut coulée au cours du combat et les légionnaires abordèrent en terre espagnole; les jours suivants, d'autres effectifs traversèrent. Aussitôt débarquées, ces troupes ont été dirigées en camions sur Séville, où le général Franco est venu établir son quartier général.

Il est incontestable qu'un appoint notable de forces entraînées et disciplinées, encadrées et commandées comme le sont les légionnaires du Maroc espagnol pourrait ajouter aux chances des rebelles. Mais le gouvernement de Madrid, aidé par Barcelone et par Valence, où la délégation gouvernementale organise fiévreusement des formations de volontaires, manifeste de son côté une grande activité combative. Ses avions et sa flotte procèdent presque chaque jour au bombardement des villes et des ports aux mains des insurgés. Et une action contre les Baléares est en cours.

Cette guerre chaotique, quand elle sévit dans une aire aussi étroite que le détroit de Gibraltar, ne va pas sans inconvénients pour les

neutres. Des bâtiments anglais, français, allemands ont manqué d'être atteints par les obus et des représentations ont dû être faites par les nations intéressées aussi bien aux insurgés qu'aux gouvernements. L'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie entretiennent, comme la France, dans les eaux de la Péninsule une flotte très vigilante. La France a dû exiger que lui fussent restitués par le gouvernement légal espagnol trois avions qui, envoyés pour le rapatriement de nos nationaux, avaient été réquisitionnés par l'autorité militaire. Enfin le comité international de Tanger a fermé ce port à la flotte espagnole.

Il est inévitable que naissent des incidents internationaux dans une guerre civile qui se prolonge. Et les moindres gestes, en ces circonstances, de l'une des nations, témoins alertés du conflit, provoquent des inquiétudes chez les autres pays de l'Europe. C'est ainsi que la récente visite quasi officielle des états-majors du *Deutschland* et du *Luch* au général Franco à Ceuta, l'accueil enthousiaste qui fut fait dans cette ville aux équipages allemands ont provoqué bien des commentaires, d'autant qu'une vive émotion se manifestait en même temps en Allemagne, où l'on venait d'apprendre que quatre jeunes Allemands avaient été tués près de Barcelone.

Ces faits, tardivement connus, se seraient passés le 24 juillet. Ces Allemands, arrêtés dans le faubourg Saint-Martin, à quelques kilomètres de la grande ville catalane, auraient été jugés par un tribunal révolutionnaire communiste et fusillés. La presse allemande a réclamé le châtimement des assassins. « Rien ne saurait montrer plus clairement, a écrit la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, que le pouvoir officiel espagnol n'est plus en mesure de répondre aux besoins les plus élémentaires d'assistance des étrangers établis dans la Péninsule. » La même note s'est répétée, ces derniers jours, dans la presse italienne quand est parvenue à Rome la nouvelle que trois Italiens auraient été, eux aussi, exécutés sommairement à Barcelone.

Ceci, comme cela, démontre l'urgence d'une entente internationale qui, sur le plan de la non-ingérence, pourra prévoir ou réduire le périlleux inconvénient de démarches distinctes, prologue d'interventions plus graves.

La Grande-Bretagne a, la première, adhéré à la proposition de la France d'établir entre les puissances un accord de neutralité à l'égard du

conflit intérieur de l'Espagne. La Belgique s'est associée de même à l'initiative française.

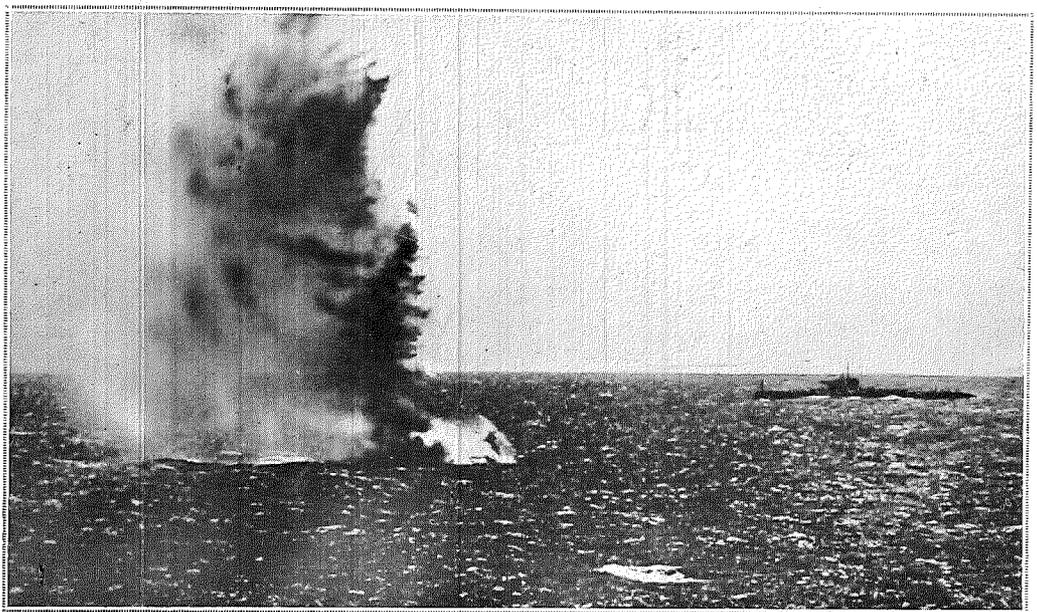
L'U. R. S. S. également a fait connaître son adhésion. Cependant, de vastes manifestations en faveur du gouvernement de Front populaire de Madrid et une campagne pour le soutenir moralement et matériellement se développent dans toute la Russie soviétique. Un prélèvement a été consenti par les ouvriers sur leurs salaires, et la souscription ouverte en vue de constituer un fonds de secours pour les combattants espagnols fidèles au gouvernement a atteint une somme équivalente à plus de 36 millions de francs. De tels gestes, évidemment, ne sauraient favoriser la création d'une atmosphère favorable à l'accord, non plus que la souscription analogue ouverte en Angleterre par les travaillistes, non plus qu'en France les vœux interventionnistes, dans leurs assemblées ou congrès, des partis dont la représentation parlementaire compte, à la Chambre, dans la majorité gouvernementale. D'où les réserves dont furent



A Valence : le peuple se ravitaille en armes après la prise des casernes.

accompagnées certaines adhésions à la proposition du gouvernement français.

L'Italie, avant de faire connaître sa réponse, a demandé des éclaircissements sur les conceptions de neutralité et de soutien moral. « La solidarité morale avec l'un des partis en conflit en Espagne, solidarité qui s'exprime par des manifes-



Bombardement d'un sous-marin gouvernemental par une batterie d'Algésiras.



LA PRISE PAR LES INSURGÉS DU VILLAGE DE CANTILLANA, A 30 KILOMÈTRES AU NORD-EST DE SÉVILLE

En haut : les troupes traversent en bac le Guadalquivir pour aller à l'attaque du village. — *En bas* : l'entrée des troupes dans le village (remarquer, à droite, la femme qui présente une serviette blanche et, derrière elle, la vieille paysanne les mains à demi levées).

tations publiques, des campagnes de presse, des soutiens financiers, des engagements volontaires, ne constituerait-elle pas en elle-même une forme éclatante et dangereuse d'intervention ? » « Armer les esprits dans une lutte internationale d'idées politiques n'est pas moins dangereux qu'armer les bras », a précisé le *Giornale d'Italia*.

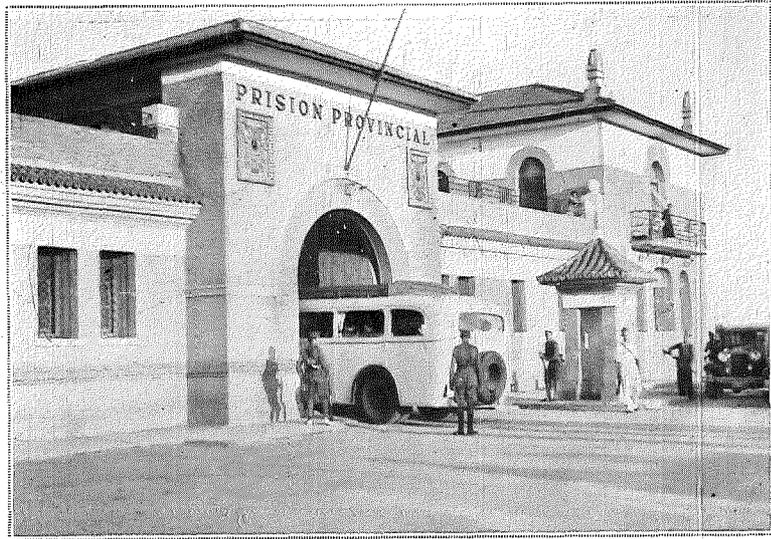
Désireux de hâter l'accord en répondant au questionnaire italien, où s'exprima, au surplus, le sentiment du Reich, le gouvernement français a, dès le 6 août, communiqué aux puissances le

texte de son projet de non-intervention, qui comporte les dispositions suivantes :

Défense d'exporter, importer ou transporter du matériel de guerre destiné à l'Espagne, y compris bateaux de guerre et avions de tout genre, militaires, touristiques et commerciaux ; interruption de toutes les livraisons en cours, même si elles correspondent à des commandes passées avant la crise ; échange de tous renseignements relatifs aux mesures qui seront prises pour donner effet à ces promesses... Aucune suggestion ne serait faite en vue d'établir le

contrôle de l'exécution de ces différentes mesures.

En présence des résultats favorables qui ont répondu aux démarches faites par notre diplomatie, le gouvernement français a voulu, le premier, donner les gages de l'absolue neutralité de la France. Ainsi a-t-il décidé de suspendre les exportations destinées à l'Espagne, « exportations qui d'ailleurs, précise le communiqué officiel, n'avaient porté en fait, jusqu'à ce jour, que sur des livraisons entrant dans le cadre étroit de la décision du 25 juillet ». D'où il suit que même



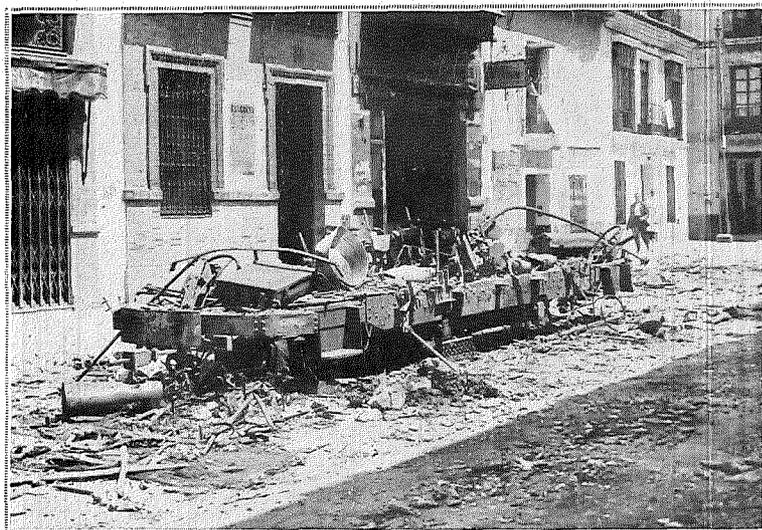
Un autocar transportant des suspects arrive à la prison.



Le retour de l'artillerie après la prise du quartier de Triana.



Des troupes revenant de Choron entrent en ville.



Tramway et camion incendiés par les marxistes.

A SÉVILLE AVEC LES INSURGÉS

Photographies Serrano.



Miliciens prêts à partir pour le front de combat.



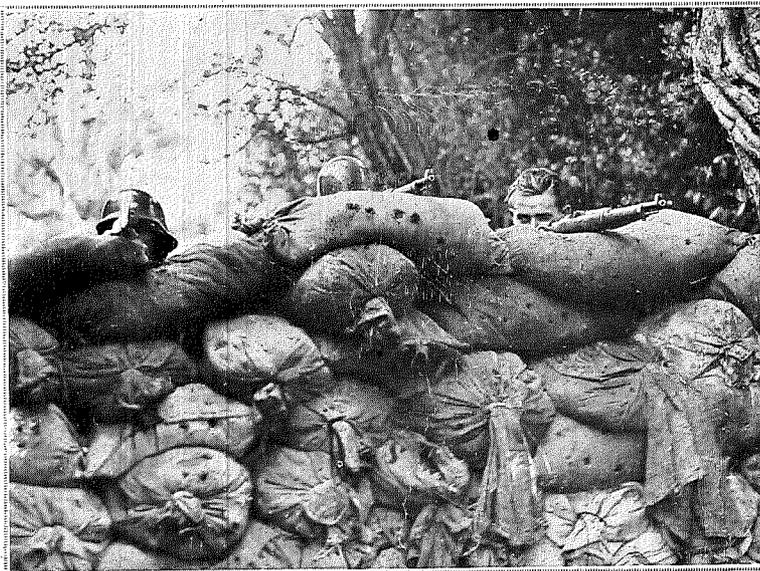
Miliciens gouvernementaux en position contre les insurgés.



Départ pour le combat d'une auto blindée au milieu de la curiosité de la foule.



Barricade dans une rue.



Derrière les sacs à terre percés de balles.

PENDANT LES COMBATS DE SAINT-SÉBASTIEN

Photographies Marin.



Un émouvant épisode : un groupe d'habitants de Tocina (nord-est de Séville) devant un détachement d'insurgés qui vient de prendre le village.

la réserve formulée le 25 juillet en ce qui concerne la livraison par l'industrie privée d'avions non armés se trouve suspendue et que l'attitude maintenant adoptée par la France est celle de la non-intervention absolue. Il est précisé dans un communiqué officieux qu'il doit bien être entendu que cette attitude de la France ne sera maintenue que si les autres Etats s'y conforment aussi complètement. Cette position nette de notre politique,

fermement approuvée par l'Angleterre, semble avoir heureusement agi sur l'atmosphère internationale, qui a marqué une sensible détente.

LE MEURTRE DU GRAND IMAN D'ALGER

On ne saurait isoler des troubles algériens, commentés dans le précédent et le présent numéro par M. Ducrot (pages 472 à 473) le meurtre, pour

des raisons religieuses et politiques, du grand iman d'Alger, le muphti Ben Dali Mohamed.

Le 2 août au matin, en pleine rue populeuse, et comme il sortait de la mosquée, le grand iman fut tué d'un coup de poignard par un individu qui, sur l'instant, réussit à se perdre dans la foule. Arrêté peu après, son interrogatoire permit l'arrestation de trois complices, musulmans comme lui, qui, lors de l'attentat, avaient entouré et isolé la victime. Tout de suite, il apparut que ces quatre hommes, dangereux repris de justice, n'étaient que des assassins gagés. Sur les indications mêmes du meurtrier, le parquet procéda à l'arrestation de Si Tageb Mohamed, dit cheik El Okbi, directeur



Un mort sur la route, dans le village de Sictamo, près de Huesca ; un petit chat semble attiré par la flaque de sang répandu.



Le cheik El Okbi (à droite) et le chef des oulémas.

du journal *El Banâir*, l'un des chefs les plus écoutés des oulémas algériens, dont la propagande en Afrique du Nord a donné maints soucis au gouvernement français.